
Le Moyen-Orient face à Daech
Défi et ripostes

Denis Bauchard

Octobre 2014

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité de l'auteur.*

ISBN : 978-2-36567-322-8

© Ifri – 2014 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Auteur

Denis Bauchard est conseiller spécial pour le Moyen-Orient à l'Ifri.

Résumé

Si Daech est né en 2006, son irruption dans le paysage médiatique est récente, liée à la prise de Mossoul par un groupe de djihadistes, suivie de la proclamation du califat par son chef Abou Bakr Al-Baghdadi. L'apparition de ce mouvement et sa montée progressive s'expliquent par la conjonction de décisions ou d'actions remontant à plusieurs années. Le démantèlement de l'armée de Saddam Hussein a provoqué le départ en clandestinité de nombreux officiers et sous-officiers, qui ont grossi les rangs des rebelles sunnites, puis de Daech dont ils assurent l'encadrement. La politique sectaire des Premiers ministres irakiens a conduit à un rejet par les sunnites du pouvoir chiite. La complaisance des pays du Golfe, comme de la Turquie, a contribué à assurer à ce groupe terroriste financements et combattants. Le régime de Damas a sa part de responsabilité : il a laissé se développer des groupes djihadistes alors qu'il réprimait durement l'opposition modérée.

Par rapport aux autres mouvements djihadistes, Daech représente une mutation : il s'en distingue non seulement dans le degré de violence mais par sa nature même, avec comme objectif la formation d'un homme nouveau. Pour la première fois, un groupe terroriste contrôle un vaste territoire, dispose de moyens financiers et militaires considérables. Il développe une communication en plusieurs langues, notamment l'arabe, l'anglais et le français, *via* les nouvelles technologies de l'information, et assurée par de véritables professionnels. Il présente cependant des vulnérabilités qui peuvent être exploitées.

La riposte organisée par la coalition née de la conférence de Paris du 15 septembre 2014 a une certaine cohérence, mais est affaiblie par les objectifs différents, voire contradictoires, des pays participants et par des degrés d'engagement inégaux. Sa mise en œuvre risque de se heurter à des difficultés juridiques, politiques et financières.

Les perspectives d'évolution sont à ce stade incertaines. Si les scénarios catastrophistes, ou à l'inverse exagérément optimistes, sont peu probables, la sécurité du Moyen-Orient – et au-delà – risque d'être durablement affectée par ce mouvement, d'autant plus menaçant qu'il réunit des combattants étrangers, en particulier européens. Beaucoup dépendra de la façon dont les pays membres de la coalition respecteront leurs engagements, mais aussi du comportement des gouvernements et des populations directement concernés. Il est probable qu'un affaiblissement significatif de Daech, et à plus forte raison son éradication, demanderont du temps. En toute hypothèse ce mouvement terroriste contribue à aggraver un chaos moyen-oriental dont l'issue reste incertaine.

Sommaire

INTRODUCTION	4
UNE MONTÉE EN PUISSANCE PROGRESSIVE.....	6
Au commencement était Paul Bremer	6
Une politique sectaire.....	7
La complaisance des pays du Golfe	7
L'ambiguïté de la Turquie.....	8
Assad responsable de la création de Daech ?.....	9
UN MOUVEMENT DJIHADISTE D'UN NOUVEAU TYPE.....	10
Une vaste emprise territoriale.....	10
Des moyens financiers considérables.....	11
Des moyens militaires importants.....	12
Des communicants très professionnels	13
Des vulnérabilités	14
UNE STRATÉGIE EN QUESTION	16
La stratégie de la conférence de Paris.....	16
Des objectifs différents, voire contradictoires.....	17
Un enthousiasme inégal.....	18
Des problèmes juridiques	19
Des questions opérationnelles	19
Obstacles politiques	21
La dimension financière	22
DES PERSPECTIVES INCERTAINES	24
Une batterie de scénarios type	24
Beaucoup d'incertitudes	25
CONCLUSION.....	29

Introduction

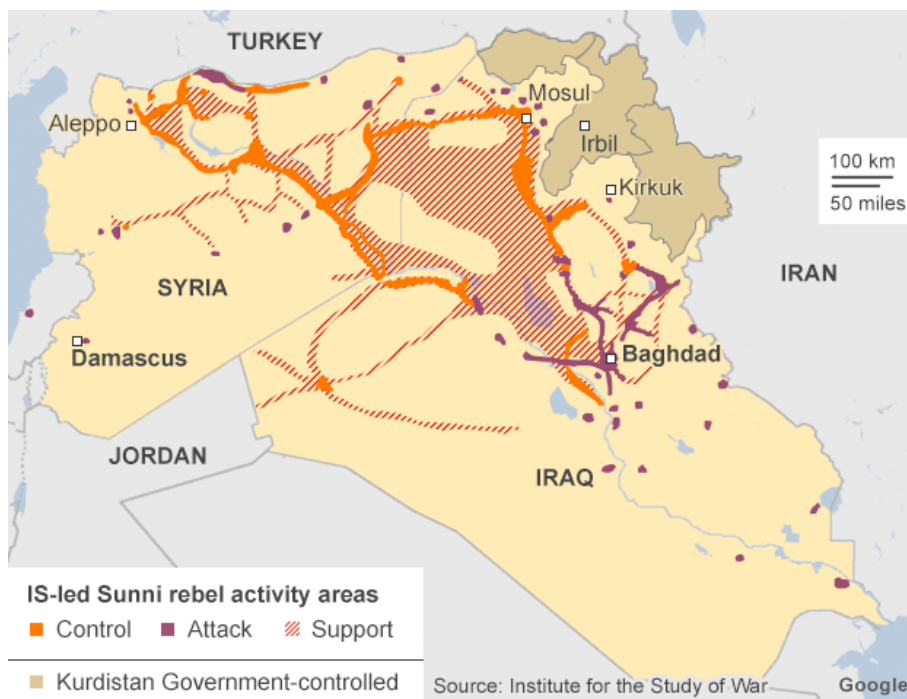
Né en 2006, Daech¹ fait irruption dans le paysage médiatique en deux temps. Le 12 juin 2014, un commando de 150 djihadistes de l'État islamique prend Mossoul – ville de près 3 millions d'habitants dans le Nord de l'Irak –, le gouverneur et l'armée irakienne s'évanouissent, laissant sur place un important matériel. La surprise est totale tant au niveau des gouvernements que des opinions publiques, y compris dans le monde arabe. Le 19 août, Daech procède à la décapitation du journaliste américain James Foley et en diffuse la vidéo : l'acte barbare provoque une vive émotion aux États-Unis et dans les pays occidentaux, obligeant un président Obama *a priori* réticent à tout engagement au Moyen-Orient à réagir et à se fixer un objectif clair : « ce groupe terroriste [...] doit être affaibli et en définitive détruit² ». La conférence pour la paix et la sécurité en Irak, organisée à Paris par les autorités françaises le 15 septembre, définit alors une stratégie de lutte contre ce mouvement terroriste d'un nouveau type.

Comment expliquer une telle montée en puissance ? Daech représente-t-il une menace pour la stabilité du Moyen-Orient et la sécurité mondiale ? Les orientations prises à la conférence de Paris sont-elles pertinentes ? Quels peuvent être les scénarios d'évolution ? Les réponses à ces questions ne sauraient être que préliminaires, et provisoires, tant incertitudes et zones d'ombre demeurent importantes, et certaines sources d'information biaisées.

1. La terminologie pour désigner ce groupe terroriste est fluctuante. En France, dénommé tout d'abord État islamique en Irak et au Levant (EiIL), il a été présenté ensuite comme l'État islamique (EI). Le nom arabe Daech est désormais préféré, même si EI continue d'être largement utilisé : la position officielle est en effet qu'il ne s'agit pas d'un État, et qu'il n'a pas un caractère islamique mais terroriste. Dans les pays anglo-saxons, les acronymes ISIL (pour Islamic State of Iraq and the Levant) ou ISIS (Islamic State of Iraq and Syria) sont utilisés.

2. Discours du président Obama aux Nations unies, 24 septembre 2014, disponible sur : <www.un.org/fr/ga/69/meetings/gadebate/24sep/usa.shtml>.

Les zones d'influence de Daech (IS, Islamic State)



Une montée en puissance progressive

Daech n'est pas né et ne s'est pas développé par hasard. Pour Recep Tayyip Erdoğan, alors Premier ministre de Turquie, Bachar Al-Assad est responsable de son apparition comme de son développement. Un jugement qui coïncide avec celui du président de la Coalition nationale syrienne (CNS), Hadi Al-Bahra. On relève des déclarations comparables chez des responsables politiques des pays occidentaux, y compris français. Sans nier une responsabilité du régime syrien, la question des origines de l'État islamique est beaucoup plus complexe.

Au commencement était Paul Bremer

Le mouvement est né et s'est développé en Irak, et reste encadré pour l'essentiel par des Irakiens. Au point de départ, on trouve le proconsul américain Paul Bremer. Le 23 mai 2003, celui-ci décide, par l'*executive order* n° 1, de dissoudre le parti Baas, et par l'*executive order* n° 2 l'armée de Saddam Hussein. Il semble que ces deux décisions majeures aient été prises contre l'avis de ses collaborateurs, en accord avec le Pentagone mais à l'insu de la Maison-Blanche et du département d'État³. Elles devaient déstructurer totalement le pays, et le plonger dans le chaos. Une de leurs conséquences fut de faire passer, avec armes et bagages, une part importante des officiers et sous-officiers de l'armée, désormais sans emploi ni ressource, du côté de la rébellion sunnite dans ses différentes composantes. Si l'État islamique naît en 2006, d'une d'Al-Qaïda en Mésopotamie – dirigée jusqu'à sa mort par Abou Moussab Al-Zarkaoui –, le mouvement ne prend un véritable essor qu'en 2010, quand il est pris en main par Abou Bakr Al-Baghdadi, avec pour objectif premier la lutte contre le pouvoir chiïte, tant à Bagdad qu'à Damas. Une autre conséquence des décisions de Paul Bremer a été la nécessité de créer une armée nouvelle. Les États-Unis s'y sont employés, par des actions de formation et la livraison de matériels.

3. Voir en particulier l'ouvrage de Rajiv Chandrasekaran, *Imperial Life in the Emerald City* (New York, NY, Alfred Knopf, 2006). L'auteur cite un des collaborateurs de Paul Bremer qui lui aurait dit : « Vous allez contraindre 50 000 bassistes à plonger dans la clandestinité avant la tombée du jour ».

Mais cette nouvelle force souffre de multiples défauts. Elle a, au premier chef, un caractère sectaire, les postes d'encadrement y étant aux mains de chiites. La présence de cette nouvelle armée à dominante chiite en pays sunnite étant considérée comme une occupation, elle est rejetée par la population, qui dénonce en particulier ses exactions. Elle est, de plus, peu motivée, avec des capacités au combat limitées, comme devait le démontrer la suite des événements.

Une politique sectaire

De fait, la politique menée par les Premiers ministres irakiens, Ibrahim Al-Jaafari puis Nouri Al-Maliki, a visé à assurer à la communauté chiite le contrôle de l'essentiel du pouvoir. Aucun des postes sensibles – Défense, Intérieur, Affaires étrangères, Pétrole – n'a été confié à un sunnite, ces derniers ne disposant en général que de postes décoratifs ou protocolaires : présidence du Parlement, vice-présidence de la République. Contrairement à son engagement, Nouri Al-Maliki s'est toujours refusé à modifier la Constitution dans le sens souhaité par les sunnites. Les motifs de mécontentement et de frustration se sont ainsi accumulés, avec notamment le refus d'intégrer dans l'armée régulière les milices *sahwa*, recrutées dans les tribus sunnites par le général américain David Petraeus, et les poursuites engagées contre certains responsables sunnites qui s'étaient pourtant ralliés au régime, comme le vice-président de la République Tarek Al-Hachemi, accusé en décembre 2011 de haute trahison. Ces frustrations devaient conduire à une rupture entre le pouvoir et l'élite sunnite, y compris les chefs des tribus.

La complaisance des pays du Golfe

Les sunnites ont trouvé un appui politique, financier et militaire auprès de certains pays du Golfe, notamment le Koweït, Bahreïn, Abou Dhabi, et surtout l'Arabie Saoudite⁴. La famille des Saoud n'a jamais accepté l'existence d'un régime chiite à Bagdad, considéré comme usurpateur et soumis à l'influence de l'Iran. Les dirigeants saoudiens sont en effet obsédés par Téhéran et la menace qu'il fait peser sur le royaume. Aux griefs anciens qui existaient du temps du Shah – volonté de domination dans le Golfe, hostilité traditionnelle à l'égard des chiites, considérés par les wahhabites comme des apostats – se sont ajoutés de nouveaux thèmes d'affrontement – la

4. Voir sur ce point le site de l'US Department of the Treasury, notamment les déclarations en date du 3 avril 2014 de l'Undersecretary for Terrorism and Financial Intelligence, David Cohen, et le communiqué du 8 juin 2014, disponible sur : <www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/j12308.aspx>.

politique étrangère « agressive » de l'Iran, l'extension de l'influence de Téhéran au Moyen-Orient facilitée par la disparition de Saddam Hussein (*via* le fameux arc chiite), le développement d'un programme nucléaire iranien à finalité militaire, l'imputation à l'Iran du soulèvement de Bahreïn, ou des manifestations récurrentes de la minorité chiite de la province saoudienne du Hasa...

L'objectif prioritaire de Ryad a donc été dès 2003 de déstabiliser le pouvoir chiite à Bagdad, en rupture de fait avec la politique américaine visant à conforter ce dernier. Ainsi, l'Irak est un des fronts, parmi d'autres (Liban, Syrie, Yémen), où l'Arabie Saoudite se pense, par procuration, en guerre avec l'Iran. Ainsi la rébellion en Irak, quelles que soient ses composantes initiales, a-t-elle bénéficié non d'une aide officielle, mais d'une certaine complaisance : des « volontaires » saoudiens, se battant en Irak contre les troupes américaines et l'armée régulière, aux financements de « mécènes », comprenant des membres des familles royales ou émiriennes, ou des fondations pieuses, notamment à finalité caritative. L'essentiel de ces aides aurait transité par le Koweït qui, selon le Trésor américain, aurait été « l'épicentre des levées de fonds au profit des groupes terroristes en Syrie ».

L'ambiguïté de la Turquie

La Turquie, pour des raisons différentes, a aussi manifesté une certaine complaisance à l'égard de l'État islamique. Depuis sa rupture de 2011 avec Bachar Al-Assad, l'objectif principal d'Ankara est de déstabiliser le régime tout en évitant que les Kurdes de Syrie n'érigent leur propre territoire autonome, voire leur État, aux portes de la Turquie. Les Kurdes syriens sont localisés, de façon discontinue, de la côte méditerranéenne à l'Irak, sur un territoire bordant la frontière turque. Il se trouve en outre que les Unités de protection du peuple (YPG) et le Parti de l'union démocratique (PYD) – dont les premières constituent la branche armée –, sont proches du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui reste aux yeux des autorités turques comme des États-Unis et de l'Union européenne (UE) une organisation terroriste.

La complaisance turque à l'égard de l'EI poursuit ainsi un double objectif : affaiblir le régime syrien et éviter la création d'un Kurdistan à sa frontière sud. Cette complaisance s'est manifestée notamment par l'absence de contrôle des candidats djihadistes en provenance d'Europe ou de Russie qui souhaitent se rendre en Syrie, un certain laxisme en matière de contrebande d'armes à destination de l'EI, et par l'accueil des djihadistes dans les hôpitaux turcs proches de la frontière. Ce jeu est laissé à la discrétion du service de renseignement turc (MIT).

Assad responsable de la création de Daech ?

Il n'en reste pas moins que le régime de Bachar Al-Assad a sa part de responsabilité, sinon dans la création au moins dans le développement de Daech en Syrie à compter de 2013. Dès décembre 2011, il libère une partie des islamistes radicaux emprisonnés, notamment dans la prison de Sednaya près de Damas : ceux-ci rejoignent les groupes qui par la suite rallient le Front Al-Nosra, mais aussi l'EI. Selon les déclarations du ministre français des Affaires étrangères, le 24 septembre 2014 à New York⁵, « C'est le régime qui a fait de ce groupe ce qu'il est, en l'instrumentalisant pour faire barrage à ceux qui voulaient changer le régime », et de citer les moyens employés : libération de djihadistes, absence d'actions offensives militaires sérieuses à leur rencontre, complaisance à l'égard de la contrebande de pétrole en provenance des zones qu'ils contrôlaient dans la vallée de l'Euphrate...

Ainsi le développement de Daech, comme du Front Al-Nosra, permet-il de confirmer le jeu de Bachar Al-Assad, lequel entend démontrer qu'il représente un rempart contre les groupes extrémistes, et que le choix pour les pays occidentaux est entre lui-même et les terroristes. La responsabilité du régime syrien est aussi indirecte : le vide politique créé par la guerre civile et la tactique du pouvoir baassiste de repli sur la Syrie utile ont laissé champ libre aux groupes djihadistes de toutes obédiences. Mais si sa contribution au développement de l'EI, au moins en Syrie, est avérée, il est pourtant difficile d'avancer que Daech est une « création » du régime syrien. Comme on l'a vu, de nombreux acteurs, dont certains passent pour les amis de l'Occident, par complaisance ou par volonté délibérée, ont contribué à créer et renforcer ce mouvement, dont les origines et l'essentiel de l'encadrement sont irakiens.

5. Intervention de M. Laurent Fabius, « Lutte contre le terrorisme - Irak - Syrie », réunion ministérielle sur la transition politique, 24 septembre 2014, disponible sur : <<http://basedoc.diplomatie.gouv.fr/vues/Kiosque/FranceDiplomatie/kiosque.php?fichier=bafr2014-09-25.html#Chapitre10>>.

Un mouvement djihadiste d'un nouveau type

En première analyse, on pourrait penser que l'État islamique n'est qu'un avatar d'Al-Qaïda, dont il reprendrait l'idéologie et les méthodes. En fait, il s'en différencie tant par son degré de violence que par sa nature même. À bien des points de vue, il innove.

Une vaste emprise territoriale

Tout d'abord, l'EI apparaît comme le premier mouvement de ce type qui parvient à contrôler un vaste territoire, qui comprend certes beaucoup de désert mais aussi les vallées de l'Euphrate et du Tigre en amont de Bagdad. Selon certaines estimations, il contrôlerait environ 35 % du territoire irakien – l'essentiel du « triangle sunnite » au nord-ouest de Bagdad – et 20 % de la Syrie. En Irak, son expansion semble être stabilisée, mais il reste une menace pour Bagdad et Erbil. Son territoire s'est élargi de manière spectaculaire entre le mois de juin 2014 et aujourd'hui, pour atteindre plus de 200 000 kilomètres carrés, et une population de l'ordre de 10 millions de personnes. Son quartier général se situerait à Raqqa, dans le centre de la Syrie. Si Kobané tombe, il disposerait en Syrie d'une zone continue allant des abords d'Alep – il se trouve à 20 kilomètres à l'est de la ville – et de la vallée de l'Euphrate jusqu'à la frontière irakienne⁶. Cela explique la violence des combats autour de cette ville frontière d'avec la Turquie, qui opposent forces kurdes du PYD, appuyées par l'aviation américaine, et forces de Daech. Cette bataille a valeur de symbole et constitue un test de crédibilité pour la coalition née de la conférence de Paris, symbole d'autant plus fort que les combats se déroulent devant les caméras de télévision du monde entier.

Ce vaste territoire est « administré », même s'il est difficile de faire la part de la propagande et de la situation sur le terrain. Un « ordre islamiste », fait de violences et de rackets, existe bien. Il se manifeste de diverses façons : nomination de gouverneurs (*walis*), perception des impôts dus au gouvernement légal, création de

6. Le *mouhafazat* d'Al-Hasakeh, à l'extrême Nord-Est de la Syrie, connu également sous le nom de « Bec de canard », est sous contrôle kurde.

tribunaux islamiques qui mettent en œuvre dans toute leur brutalité des sentences se réclamant de la *charia*, avec retour de pratiques barbares – comme la décapitation en public ou la crucifixion –, modification des programmes scolaires, lutte contre la corruption... Les fonctionnaires de l'État, qui continuent à recevoir leur salaire, sont « invités » à rester à leur poste.

Cette gouvernance s'exerce avec la volonté de faire prévaloir une idéologie qui entend non seulement rétablir le califat et procéder à l'élimination des « mécréants », mais aussi promouvoir un « homme nouveau ». Les informations sur ce point viennent de témoignages recueillis par la presse irakienne ou libanaise, et sont confirmées par les publications de Daech. Elles sont suffisamment convergentes pour être prises au sérieux. Ainsi, à l'université de Mossoul, certaines disciplines sont désormais interdites (beaux-arts, philosophie), les programmes de la faculté de droit ont été modifiés, les hommes et les femmes sont séparés. Une action spécifique est menée auprès des adolescents : certains sont regroupés dans des camps d'entraînement où ils subissent à la fois une formation militaire et un lavage de cerveau propres à en faire de futurs djihadistes.

Des moyens financiers considérables

Avant juin 2014, Daech ne disposait que de ressources limitées, sans qu'il soit possible d'en chiffrer l'exact montant : financements venant du Golfe, rançons en compensation de libérations d'otages, rackets organisés localement. Depuis, il est parvenu à disposer de ressources importantes et autonomes, sans commune mesure avec celles dont pouvait bénéficier Al-Qaïda. On rappellera que l'opération la plus spectaculaire du mouvement d'Oussama Ben Laden, celle du 11 septembre, a été réalisée avec un « budget » dérisoire, inférieur à 1 million de dollars : le coût de l'achat de quelques cutters, de la formation de pilotes pendant quelques mois, des *per diem* des terroristes et de leurs billets d'avion.

Les ressources de Daech proviennent de trois types de financement⁷. Tout d'abord la conquête de la majeure partie du triangle sunnite, notamment de Mossoul, lui a permis de faire main basse sur un butin financier, de l'ordre de 1 milliard de dollars, composé de l'équivalent de 400 millions de dollars en dinars irakiens, d'un montant équivalent en devises étrangères et d'une partie des réserves en or de la Banque centrale d'Irak. Il a pris en outre le contrôle de plusieurs champs pétroliers en Irak (Najma et Qayara au nord de Mossoul) et surtout en Syrie à proximité de Deir ez-Zor, où

7. Voir sur ce point notamment les sites de la CIA (<www.cia.gov>) ou du Washington Institute, notamment « Funding ISIS », disponible sur : <www.washingtoninstitute.org/uploads/Documents/infographics/Islamic-State-of-Iraq-and-al-Sham-ISIS-Funding.pdf>.

se trouvent plusieurs champs exploités précédemment par Shell et Total et qui représentent une production de l'ordre de 120 millions de barils par jour. Après prélèvement au profit de ses propres besoins, le pétrole ainsi extrait est vendu par Daech à prix cassé, expédié brut ou transformé avec des complicités locales vers des raffineries modulaires en Syrie et en Turquie. Enfin, grâce aux « impôts » et rackets prélevés sur la population – environ 8 millions de dollars par mois – et à divers trafics (antiquités, armes), l'EI bénéficie de rentrées de fonds régulières et importantes. En revanche, les financements des pays du Golfe seraient, depuis quelques mois, en net ralentissement. Au total, Daech disposerait, selon la Central Intelligence Agency (CIA), d'un trésor de guerre avoisinant les 2 milliards de dollars. Ces ressources lui permettraient d'encaisser, selon les autorités américaines, un montant de l'ordre de 1 million de dollars par jour. Leur importance lui permet en particulier d'accorder à ses combattants un salaire bien supérieur à celui des autres groupes djihadistes – de l'ordre de 500 à 700 dollars par mois, auxquels s'ajoutent diverses indemnités, notamment au profit des recrues étrangères.

Des moyens militaires importants

Pour la première fois, un mouvement djihadiste dispose d'équipements militaires considérables, y compris du matériel lourd et sophistiqué. Ceux-ci ont été récupérés sur l'armée régulière irakienne en débandade, qui a abandonné l'essentiel de son matériel sur place, ou proviennent du pillage de bases de l'armée syrienne, notamment celle de Tabka où 3 *Mig 13* auraient été volés. L'EI dispose ainsi d'armes légères (fusils, kalachnikovs, lance-roquettes), de véhicules de divers types (*pick-up*, plusieurs milliers d'*humvies*, sans doute plus de 300 chars) et d'hélicoptères. Certains de ces matériels sont en plus ou moins bon état, et leur taux d'attrition est sans doute élevé ; le stock de pièces détachées est sans doute limité. Mais les djihadistes savent s'en servir.

Ils sont en effet encadrés par d'anciens officiers et sous-officiers de l'armée de Saddam Hussein, dont Izzat Ibrahim Al-Douri qui serait le chef d'état-major de Daech. Personnalité majeure de l'ancien régime irakien, « roi de trèfle » du jeu de cartes des responsables les plus recherchés par les États-Unis, il est entré dans la clandestinité en 2003 aux côtés de la rébellion, et serait à la tête du parti Baas clandestin.

On le voit : il s'agit d'un mouvement terroriste qui dispose d'une véritable armée, dotée d'un matériel important et encadrée par de véritables professionnels. Pour la première fois aussi, un mouvement terroriste réussit à attirer un nombre très important d'étrangers, évalué à environ 12 000 combattants. La majeure partie d'entre eux vient de pays arabes, notamment d'Arabie Saoudite, de Tunisie et du Maroc. D'autres sont originaires de pays musulmans

non arabes, comme la Turquie ou le Pakistan. Enfin certains viennent de Russie (Tchéchènes, Daghestanis) ou de pays occidentaux (Danemark, Belgique, Grande-Bretagne, Australie, France). Les informations données officiellement du côté français font état de 350 djihadistes sur place, en Syrie et en Irak, dont une partie non déterminée aurait rejoint l'EI. Une part non négligeable de ces combattants européens serait constituée de nouveaux convertis – peut-être un tiers. Au total, 80 nationalités seraient représentées au sein de Daech.

Des communicants très professionnels

On est également frappé par le professionnalisme de la communication de Daech, assurée par le Al-Hayat Center for Media⁸. Ce centre dispose d'un véritable « service cinématographique des armées », qui filme les exploits des combattants au quotidien, les villes « libérées », l'ennemi humilié ou tué. Les films sont ensuite diffusés ou commentés sur tous les vecteurs utilisés par les nouvelles technologies – vidéos et magazines en ligne, Facebook, Twitter, You Tube –, avec des messages ou des images d'une rare violence, avec également la volonté d'humilier les « mécréants », notamment occidentaux. Les vidéos enregistrées manifestent un sens aigu de la mise en scène et de l'efficacité médiatique, de même que de l'opportunité en termes de calendrier : combinaisons des otages rappelant la tenue des prisonniers de Guantanamo, turban et abaya noire d'Abou Bakr Al-Baghdadi à l'image de la tenue des premiers califes, etc. Ces vidéos sont reprises largement par les médias occidentaux, avec l'avertissement « film de propagande de l'EI » ; mais cette diffusion ne fait évidemment qu'amplifier la portée du message. Le magazine en ligne *Dabiq* – publié régulièrement en arabe, en anglais et maintenant en français – témoigne de ce professionnalisme ; il n'a guère à envier aux *news magazines* occidentaux avec sa mise en page attractive, son graphisme élégant, ses nombreuses photos, son langage simpliste mais grammaticalement impeccable, la diversité des sujets traités.

Les objectifs sont clairs : intimider les populations à conquérir ; élargir le recrutement en débauchant les combattants d'autres groupes djihadistes notamment Al-Qaïda ; semer l'effroi en Occident ; dresser les opinions des États-Unis ou de l'Europe contre les musulmans qui y résident, pour susciter un affrontement. Les messages sont simplistes mais efficaces. L'instauration du califat permettra aux musulmans de conquérir le monde et de retrouver leur dignité. Ceux-ci doivent choisir leur camp : « l'Islam et la Foi » ou « la

8. Plusieurs sites djihadistes relevant de Daech sont accessibles sur internet, notamment celui de l'Al-Hayat Center for Media – à ne pas confondre avec le quotidien saoudien publié à Londres –, le magazine *Dabiq* et le site Welayat Salahudin.

Mécréance et l'Hypocrisie », « la Mécréance étant dirigée par l'Amérique et la Russie, et gouvernée par les juifs ». Daech fait appel à l'*hijra* c'est-à-dire au retour en terre d'islam, obligation pour les croyants. Il entend créer un homme nouveau : « un jour viendra où le musulman sera le maître, noble, respecté en tout lieu ». Ce message, où se mêlent antisémitisme, haine des « croisés » et de la « fausse divinité démocrate », joue sur des cordes sensibles dans un monde en désarroi après l'échec des révolutions arabes. Cette communication surpasse, et de loin, par son ampleur comme par ses caractéristiques, celle d'Al-Qaïda : elle porte déjà ses fruits, puisque plusieurs groupes de cette dernière, et de sa mouvance, ont fait connaître leur sympathie à l'égard de Daech, aussi bien au Maghreb⁹ qu'en Asie du Sud-Est.

Des vulnérabilités

Cependant, l'EI a ses propres limites et faiblesses. Il est vulnérable à bien des points de vue. On peut s'interroger tout d'abord sur l'alliance contre nature qui réunit un mouvement fondamentaliste violent et les cadres de l'armée de Saddam Hussein appartenant au parti Baas, laïc et nationaliste, qui pourchassait par le passé les organisations de ce type. Cette alliance de circonstance, qui explique en partie son efficacité militaire, est à l'évidence fragile. Par ailleurs, il ne faut pas surestimer ses capacités militaires, même avec cet encadrement de professionnels de la guerre. Les échecs rencontrés aussi bien à Kobané qu'à Amerli et Samarra en Irak montrent que la capacité d'expansion de l'EI peut se heurter à la détermination des Kurdes comme des milices chiites à protéger leur territoire. En dépit d'alarmes sans doute exagérées, Daech n'a pas les moyens de conquérir Erbil, non plus que Bagdad. Les pertes des djihadistes en hommes et en matériels semblent d'ores et déjà très importantes ; leurs déplacements en terrain découvert se font dans des conditions de grande vulnérabilité.

Les réactions des populations sous contrôle seront également à suivre. Dans un premier temps il semble que cet « ordre islamiste » ait été plutôt bien accueilli par la population sunnite rackettée par l'armée régulière chiite censée la protéger. Mais la multiplication des interdits religieux et d'exécutions sommaires auxquelles Daech donne lui-même une grande publicité, les justifiant par des déviances religieuses ou par la volonté de lutter contre le banditisme et la corruption, suscitent à l'évidence des réactions de plus en plus hostiles à l'égard de ses combattants. La condamnation formelle par le recteur de l'université d'Al-Azhar au Caire, Ahmed Al-Tayeb, et par

9. On rappellera que le groupuscule algérien Les Soldats du califat, transfuge d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), s'est réclamé de Daech en décapitant l'otage Hervé Gourdel.

les autorités religieuses de la grande mosquée de La Mecque, relayée par les chaînes de télévision religieuses du Golfe, qualifiant les combattants de Daech d'« apostats et ennemis de l'islam », peut contribuer à faire basculer la population. Enfin, si le succès crée le succès, avec le souci d'être du côté des vainqueurs, à l'inverse ses échecs peuvent provoquer un cycle contraire.

Il n'en reste pas moins que l'Ouest de l'Irak et l'Est de la Syrie sont devenus un vivier où les djihadistes prolifèrent. Les combattants étrangers représentent un danger particulier en cas de retour dans leurs pays d'origine. Ils pourraient également susciter des vocations dans ces pays, y compris en Europe ou en Amérique, aussi bien chez les *home grown* que chez des convertis récents et zélés, comme l'a montré la tuerie d'Ottawa le 22 octobre 2014.

Ces éléments font de Daech un mouvement terroriste d'une nature nouvelle, qui fait peser une menace réelle sur la stabilité du Moyen-Orient comme sur la sécurité des pays qui lui sont extérieurs. Par la résolution 2170 du 15 août 2014, le Conseil de sécurité des Nations unies a « condamné dans les termes les plus forts les actes terroristes de l'EIL », en estimant que « le terrorisme constitue l'une des menaces les plus sérieuses contre la paix et la sécurité internationales ». Il soulignait ainsi l'ampleur d'une menace que le président Hollande a pour sa part qualifiée à la tribune des Nations unies de « danger immense pour la sécurité du monde ». La résolution 2178 du 24 septembre vise plus spécialement le problème des combattants étrangers. Les conclusions de la conférence pour la paix et la sécurité en Irak qui s'est tenue à Paris le 15 septembre sont-elles à la hauteur du défi ?

Une stratégie en question

La stratégie de la conférence de Paris

Le défi que représente l'EI, évident dès le mois de juin 2014, n'a fait l'objet d'une riposte globale et cohérente que tardivement. De fait, l'embarras des pays concernés devant cette situation inédite est évident. Le président Obama avouant même, de façon surprenante, que les États-Unis n'avaient pas de stratégie face à cette menace majeure. La conférence pour la paix et la sécurité en Irak qui s'est tenue le 15 septembre 2014 à Paris avait précisément pour objet de définir un plan d'action : ses conclusions partant du constat que l'EI est « une menace non seulement pour l'Irak mais pour toute la communauté internationale ». Elle a réuni 26 pays, les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies et un certain nombre d'États européens et du Moyen-Orient. Au total, 40 pays auraient rejoint la coalition. Sur le papier, la stratégie semble pertinente : elle combine « aide militaire appropriée », mesures politiques – notamment en demandant au gouvernement irakien de « mettre en œuvre une politique de rassemblement et assurer la juste représentation de toutes les composantes au sein des institutions fédérales » –, aide humanitaire, « plan d'action pour lutter contre le financement du terrorisme »¹⁰.

On peut cependant s'interroger sur l'efficacité des conclusions retenues. Tout d'abord, on notera que cette conférence n'évoque que l'Irak alors que l'EI contrôle une partie importante du territoire syrien, et que les actions envisagées ne peuvent être efficaces que si elles visent le mouvement terroriste partout où se trouvent ses combattants. Les termes du bref communiqué restent vagues : de nombreuses interprétations peuvent être données à la formule « aide militaire appropriée », expression utilisée dans les enceintes internationales pour camoufler de profondes divergences. Les frappes aériennes ne sont pas explicitement mentionnées, et manifestement plusieurs pays, notamment la Russie, ne les jugent pas « appropriées ». De même, les orientations du « plan d'action pour lutter contre le financement du terrorisme » ne sont pas évoquées. En fait, ce communiqué reste flou aussi bien sur les

10. Les conclusions sont disponibles sur : <www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/irak/evenements-3710/article/irak-conference-internationale>.

objectifs à poursuivre que sur les moyens de les atteindre. Sa rédaction relève largement du vœu pieux...

On relèvera également l'absence de plusieurs pays dont l'action ou l'inaction peut poser problème, notamment l'Iran – récusé par les États-Unis sous pression de l'Arabie Saoudite –, le Liban, et bien sûr la Syrie. Ces exclus affirment toutefois leur volonté de coopération. Lors de son intervention devant les Nations unies le 25 septembre 2014, le président Rohani, tout en dénonçant les erreurs stratégiques au Moyen-Orient et les sanctions qui frappent son pays, a souligné que « l'Iran soutient toute coopération avec les pays musulmans contre l'extrémisme et est prêt à jouer son rôle effectif ». Cependant Téhéran ne cache pas sa méfiance à l'égard d'une coalition dont certains membres, et non des moindres – les États-Unis –, auraient une directe responsabilité dans le développement des « groupes terroristes », en particulier de Daech. Tel est le propos tenu, lors de son passage à Paris fin octobre, par Alaeddin Boroujerdi, président de la commission des affaires étrangères du parlement iranien. Tel est le cas également de Walid Mouallem, ministre des Affaires étrangères syrien, qui à la même tribune des Nations unies en septembre, après avoir rappelé ses mises en garde contre un terrorisme qui se développe dans son pays et dénoncé les pays qui le soutiennent, a affirmé : « la Syrie est avec tout effort qui concourt à la lutte contre le terrorisme [...] dans le respect de la souveraineté nationale ». De plus, si la Ligue arabe est associée, les pays du Maghreb sont absents. Une même remarque pourrait toucher les pays européens : l'UE est représentée en tant que telle, mais la majorité de ses membres, notamment ceux de l'Est du continent, sont absents. Certes, le secrétaire d'État américain, John Kerry, a annoncé que 40 pays participeraient, d'une manière ou d'une autre, à la coalition contre Daech, sans citer les noms des absents de la conférence de Paris. Mais beaucoup se contenteront sans doute d'un appui symbolique.

Des objectifs différents, voire contradictoires

De fait, il est clair que tous les membres de la coalition n'ont pas les mêmes objectifs, voire en poursuivent de contradictoires.

Le tableau ci-dessous fait clairement apparaître que, même sur l'objectif essentiel qui a justifié la tenue de la conférence, certains acteurs, et non des moindres, ont des attitudes différentes, ambiguës, voire contradictoires. La Turquie poursuit deux objectifs essentiels : déstabiliser le régime de Bachar Al-Assad et surtout éviter la création d'un Kurdistan syrien contrôlé par le PKK. Cette préoccupation explique ses atermoiements face à l'assaut de l'EI sur Kobané. De même, si elle souhaite que l'Irak reste uni, elle le préfère faible. Les objectifs russes et chinois sont plus clairs mais, s'agissant de la Syrie et de l'Iran, ils sont à l'opposé de ceux des pays occidentaux ou de l'Arabie Saoudite. Quant aux Kurdes d'Irak ou de Syrie, s'agissant de

la déstabilisation du régime syrien ou de l'attitude à l'égard de l'Iran, leur préoccupation majeure est de conserver ou de créer un territoire autonome, voire indépendant. Ils se défendent contre l'EI mais ne sont pas prêts à mener le combat hors du territoire arabe sunnite. Enfin, si Téhéran souhaite contrer l'EI, sa préférence va pourtant aussi à un Irak uni mais faible.

Les objectifs des différents acteurs régionaux et internationaux

Objectifs Pays ou acteurs	Éradiquer l'EI	Déstabiliser le régime syrien	Conforter le gouvernement irakien	Contrer l'influence de l'Iran
Pays occidentaux	Oui	Oui	Oui	Oui
Arabie Saoudite	Attitude ambiguë	Oui	Non	Oui
Russie	Oui	Non	Oui	Non
Chine	Oui	Non	Oui	Non
Kurdes d'Irak	Attitude défensive	Non	Non	Non
Kurdes de Syrie	Attitude défensive	Non	Non	Non
Turquie	Attitude ambiguë	Oui	Non	Objectif non prioritaire
Irak	Oui	Non	—	Non
Syrie	Attitude ambiguë	—	Non	Non
Iran	Oui	Non	Attitude ambiguë	—

Un enthousiasme inégal

Par ailleurs, il est clair que l'engagement, sinon l'enthousiasme, des 40 pays membres de la coalition est inégal. L'essentiel des frappes aériennes est assuré par les États-Unis, les autres pays impliqués, y compris la France, se contentant d'une participation symbolique. Au 15 octobre, sur les 500 frappes de la coalition, pour moitié sur l'Irak et moitié sur la Syrie, les États-Unis en ont assuré à eux seuls 90 %. La Turquie confirme sa réticence à toute action sérieuse, et sa mauvaise volonté en dépit du vote du Parlement. Cette réticence est celle du gouvernement et de l'armée turcs, l'un et l'autre voulant éviter à tout prix que le PKK, à travers le PYD qui lui est lié, ne contrôle le Nord de

la Syrie. Sous la pression américaine, Ankara a finalement accepté que des *peshmergas* kurdes irakiens, mais appartenant au Parti démocratique du Kurdistan (PDK), passent par son territoire pour renforcer la défense de Kobané. La mise à disposition de la coalition de la base d'Inçirlik, proche du champ de bataille, n'est toujours pas effective. L'Arabie Saoudite, comme les autres pays du Golfe, fait également le service minimum. De même, l'Égypte, leader naturel du monde arabe, se contente d'une coopération des services de renseignement, et de l'exhortation du recteur de l'université d'Al-Azhar à ne pas rejoindre les rangs de Daech, présenté comme un ennemi de l'islam.

Les réticences de la plupart des pays musulmans s'expliquent au moins pour partie par la sympathie que rencontrent les actions de l'EI auprès de certains sunnites, notamment les jeunes, sensibles à un message mêlant dignité et attachement à l'islam. En Arabie Saoudite, selon un sondage par internet repris le 21 juillet 2014 par le quotidien de langue arabe *Ray Al-Yawn* publié à Londres, une forte majorité de la population estimerait que les actions de Daech sont conformes aux valeurs de l'islam, malgré les appels de plusieurs responsables religieux wahhabites. À l'inverse, d'autres sources d'information, notamment israéliennes, minimisent l'influence de l'EI sur les populations musulmanes. S'ajoute enfin à tous ces éléments l'hésitation de nombreux gouvernements de pays musulmans à apparaître engagés aux côtés des États-Unis alors que leurs opinions publiques ont des sentiments fortement antiaméricains.

Des problèmes juridiques

La mise en œuvre des conclusions de la conférence de Paris se heurte également à des problèmes juridiques. Si les frappes militaires en Irak sont bien légales au plan international, répondant à la demande d'un État souverain qui fait face à une agression, il n'en est pas de même pour celles qui visent la Syrie, même si elles ne ciblent que les troupes de Daech et non l'armée syrienne. Leur légalisation supposerait une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies prise au titre du chapitre VII, laquelle se heurterait inmanquablement à un veto russe. À défaut, il faudrait un accord avec le gouvernement syrien – solution inacceptable, cette démarche équivalant à reconnaître la légitimité du régime de Bachar Al-Assad. Ces frappes sont cependant « tolérées » par Damas, qui n'a guère les moyens de réagir, l'armée régulière syrienne étant absente dans cette partie du pays.

Des questions opérationnelles

Mais ce sont des problèmes d'ordre pratique et opérationnel qui risquent de faire obstacle à l'efficacité du volet militaire des

conclusions de la conférence de Paris. Il est clair que les frappes aériennes ne peuvent avoir des résultats qu'à un certain nombre de conditions : disposer de renseignements fiables sur les cibles potentielles ; éviter des dommages collatéraux qui toucheraient la population civile ; disposer de troupes au sol capables non seulement de renseigner mais encore de « nettoyer » le terrain après le passage de l'aviation. L'importance des informations est d'autant plus fondamentale que Daech se fonde au cœur des villes et de la population civile. Il est exclu que les pays membres de la coalition, aussi bien arabes qu'occidentaux, envoient des troupes au sol. Le maximum envisagé consiste en des contingents de forces spéciales en nombre très limité, et orientés plus vers le conseil et la formation que le combat. En Irak, ces troupes au sol pourraient être l'armée régulière nationale. Après la débâcle de Mossoul, sa crédibilité est pourtant mise en question : son efficacité passe par sa réorganisation et la formation de forces d'élite, qui demanderont plusieurs mois. Les *peshmergas* du gouvernement kurde d'Irak, quant à eux, s'ils sont combattifs pour défendre leur terre, le sont moins pour se hasarder dans les zones arabes dont la population leur est *a priori* hostile. En outre, ils ne disposent que d'un armement léger. En Syrie, le problème est encore plus complexe : il existe une réticence évidente à armer les Kurdes syriens compte tenu de leur proximité avec le PKK.

Quant à l'Armée syrienne libre (ASL), elle est, sauf à Alep, pratiquement absente des zones contrôlées par l'EI. En outre, de fortes interrogations existent, notamment du côté de l'état-major américain, concernant l'appui à apporter à ce qui apparaît de plus en plus comme une coquille vide. Le conseil militaire supérieur de l'ASL est maintenant contrôlé par les Frères musulmans. Quant aux groupes armés, multiples et qui œuvrent sans véritable coordination, peu d'entre eux ont la confiance des Amis de la Syrie, compte tenu des nombreux cas de détournements d'armement ou de matériel humanitaire fournis. Cette aide est maintenant distribuée, avec une vigilance particulière, directement aux groupes jugés fiables, la Coalition nationale syrienne – basée en Turquie à Istanbul ou Gaziantep – étant marginalisée.

Par ailleurs, il est évidemment exclu de s'appuyer sur le Front Al-Nosra qui a fait allégeance à Al-Qaïda. Restent les *katibas* regroupées au sein du Front islamique : leur fiabilité est également douteuse. D'une façon générale, il existe une grande porosité entre groupes de rebelles syriens, les combattants – par-delà leurs convictions – proposant leurs services à l'organisation qui paie le mieux. Or, comme nous l'avons vu, Daech offre actuellement des niveaux de rémunération nettement plus élevés que les autres groupes. Le paiement aux combattants de l'ASL dépasse rarement 100 dollars, contre 5 fois plus pour ceux de l'EI. Les seules troupes au sol à pouvoir exécuter efficacement le travail seraient celles de l'armée régulière syrienne. Ce qui, à ce stade, est impensable pour les pays occidentaux comme pour l'Arabie Saoudite, sauf à retourner

complètement la politique suivie depuis 2011. On notera pourtant une certaine évolution de la part des États-Unis. Des contacts ont ainsi été discrètement renoués à un niveau politique dès juin 2014, notamment avec la rencontre entre l'ancien président Jimmy Carter, le secrétaire général adjoint pour les affaires politiques – mais ancien sous-secrétaire américain pour le Moyen-Orient –, Jeffrey Feltman, et la conseillère diplomatique de Bachar Al-Assad, Boussaïna Chaabane. On notera également que le président Obama dans son discours aux Nations unies le 24 septembre 2014 s'est gardé de toute attaque contre le régime syrien.

À ce jour, les frappes aériennes ont permis la destruction de nombreux équipements, en particulier les plus vulnérables comme des chars ou des *humvies*, ainsi que de centres de commandement. Mais elles ne peuvent à elles seules faire disparaître Daech. Elles ont aussi permis d'arrêter la progression de ce dernier vers Bagdad et Erbil. Mais si elles peuvent obtenir des résultats en défense, pour contrer une offensive, leur efficacité est douteuse pour conquérir un territoire.

Obstacles politiques

La dimension politique du combat contre Daech est donc essentielle. Celui-ci ne peut être affaibli que si les causes qui ont provoqué son développement – la frustration des sunnites irakiens – disparaissent. Le retrait de Nouri Al-Maliki, qui avait pratiqué une politique fortement sectaire, était un préalable. Son départ, avec l'aval de Téhéran, et son remplacement par Haïdar Al-Abadi apportent une nouvelle donne, et devraient permettre de détendre les relations avec l'élite sunnite. Dans son gouvernement remanié, un sunnite de Mossoul, Khaled Al-Obaidi, détient le portefeuille de la Défense, tandis que le ministère de l'Intérieur est dirigé par Mohammed Al-Ghabban, du parti Badr. Il reste à vérifier qu'ils auront une influence effective, et un réel pouvoir, notamment sur l'état-major – dont les cadres supérieurs sont essentiellement chiïtes – et sur les milices chiïtes (Brigade Badr, Armée du Mahdi), très autonomes et sous contrôle iranien. De fait, en dépit de l'appui de l'ayatollah Ali Al-Sistani qui a contribué au départ de Nouri Al-Maliki, le nouveau Premier ministre ne dispose que d'une faible marge de manœuvre, et devra affirmer son autorité. Son récent voyage à Téhéran montre son souci de se ménager l'appui de l'Iran.

À ce stade, les chefs de tribus restent en position d'attente, et ne font pas encore confiance au pouvoir de Bagdad. Eux-mêmes n'ont d'ailleurs plus l'autorité qu'ils pouvaient avoir dans le passé. On assiste ainsi à une certaine déstructuration des tribus, et à la montée d'une nouvelle génération qui conteste l'autorité des cheikhs. Beaucoup de jeunes se sont engagés aux côtés de Daech, même si certains sont déjà revenus de leurs illusions. La confiance ne pourra être rétablie qu'à plusieurs conditions : la mise en œuvre effective du fédéralisme institué par la Constitution, qui pourrait permettre aux

sunnites de bénéficier d'une réelle autonomie ; le déploiement d'une Garde nationale relevant des provinces, composée exclusivement de membres des communautés locales, dans ce cas sunnites ; l'octroi d'une amnistie pour les jeunes repentis. La reprise en main des tribus se fait par les États-Unis, en concertation avec la Jordanie mais surtout l'Arabie Saoudite, sur laquelle on compte pour apporter les « incitations financières » qui les convaincront de prendre leur distance vis-à-vis de Daech. À cet égard, l'évolution de la province d'Al-Anbar dans l'Ouest du pays aura valeur de test. Mais cette opération de ralliement de la communauté sunnite demandera des mois, voire des années. Et les premières réactions politiques à Bagdad sont loin d'être favorables. Plusieurs responsables chiites voient là une atteinte à l'unité de la nation, et un risque d'aggraver le clivage politique entre les deux communautés, tandis que Moqtada Al-Sadr, comme d'autres personnalités irakiennes, accusent les États-Unis d'être de connivence avec Daech !

Un problème comparable se pose en Syrie, où seule une solution politique permettra de mettre fin à la guerre civile et d'affaiblir l'EI. Même si Bachar Al-Assad fait l'objet de plus en plus de critiques de la part de ses parrains russe et iranien, une telle solution politique, favorisant, sinon la mise en place d'un gouvernement, tout au moins celle d'une autorité de transition faisant disparaître le clan Assad, reste problématique. Il est vrai que le pouvoir est sorti renforcé de l'évolution de la situation : il élargit les zones qu'il contrôle par des accords locaux de réconciliation ; il bénéficie de l'affaiblissement d'une opposition modérée désemparée et de sa branche armée – l'ASL ; il mise sur la lassitude d'une population qui aspire dans sa majorité au retour à la stabilité, même au détriment de la démocratie ; il se présente plus que jamais, malgré l'ambiguïté de son action, comme un rempart contre le djihadisme, ses intérêts coïncidant avec ceux des pays occidentaux. En Syrie aussi, l'œuvre sera de longue haleine, sous-tendue par la crainte que le pays n'éclate définitivement en plusieurs morceaux.

La dimension financière

Des difficultés pratiques existent également quant à l'assèchement des sources de financement de l'EI. On l'a dit, les apports extérieurs semblent avoir décliné dès le début de l'année 2014. Le remplacement à la tête des services de renseignement saoudiens du prince Bandar ben Sultan par Mohamed ben Nayef, fils de l'ancien ministre de l'Intérieur et prince héritier décédé en 2012, confirme le changement de politique du royaume. L'Arabie Saoudite a pris conscience qu'elle contribuait à renforcer un mouvement qui lui était fondamentalement hostile et qui dénonce la corruption et l'illégitimité de la dynastie familiale. Cependant, en application du volet financier de la résolution 2170 des Nations unies, des mesures ont été prises pour surveiller l'activité des banques suspectes et bloquer les circuits

clandestins, dont certains transitaient par des paradis fiscaux. S'agissant des ressources autonomes de l'EI, en particulier sa principale tirée de la vente par contrebande de pétrole brut ou raffiné, des raids aériens ont fortement endommagé les installations pétrolières sous contrôle de Daech, ramenant le montant des quantités vendues de 70 000 à 20 000 barils par jour. Mais pour l'heure, les autres sources de financement ne sont que peu atteintes.

Cette énumération montre l'ampleur de la tâche pour que la stratégie adoptée à Paris soit appliquée de façon déterminée et efficace. Il ne peut s'agir, notamment en ce qui concerne le volet politique, que d'une œuvre de longue haleine. Encore faut-il veiller à ce que les actions des différents membres de la coalition, dont les intérêts ne coïncident pas forcément, aillent dans la même direction.

Des perspectives incertaines

Tout exercice prospectif, au Moyen-Orient plus qu'ailleurs, est hasardeux. On peut cependant essayer de bâtir quelques scénarios d'évolution, en soulignant les variables qui peuvent les affecter.

Une batterie de scénarios type

Un scénario n° 1, blanc, optimiste et frisant l'illusion, serait celui où le gouvernement irakien mettrait en œuvre une véritable politique de partage du pouvoir et de redistribution équitable des principaux postes sensibles avec la communauté sunnite. En Syrie, grâce à l'action conjuguée des membres de la coalition, y compris la Russie, Bachar Al-Assad accepterait de céder la place à un gouvernement de transition auquel la Coalition nationale syrienne serait associée. Daech, sous l'action conjuguée des frappes aériennes et des troupes au sol amies, serait démantelé et ses finances asséchées : le cercle vicieux qui lui avait permis de contrôler sans difficulté un vaste territoire serait remplacé par un cercle vertueux : échecs militaires successifs, rejet de la part de la population sunnite ou kurde sous contrôle. Les combattants seraient « neutralisés », soit au combat soit à travers un processus de rééducation.

À l'inverse un scénario n° 2, noir et catastrophiste, verrait Daech étendre et renforcer son emprise en pays sunnite et kurde, voire élargir son contrôle, en Syrie à l'ensemble de l'agglomération d'Alep, et en Irak par la conquête d'Erbil, de Bagdad et des lieux saints chiites de Nadjaf et Kerbala, portant ainsi la guerre en zone chiite. Ses effectifs augmenteraient rapidement grâce au ralliement des groupes djihadistes rivaux, notamment de ceux qui ont fait allégeance à Al-Qaïda, et au soutien massif des populations sunnites des zones sous contrôle. De nouveaux combattants étrangers – venant de la région, d'Europe et de Russie – rejoindraient Daech avec la complicité de la Turquie. Au plan militaire, les frappes aériennes de la coalition seraient incapables d'affaiblir le mouvement terroriste et d'arrêter sa progression, faute de troupes au sol motivées et efficaces. L'EI étendrait son influence dans l'ensemble du Levant comme il l'ambitionne, au Liban et en Jordanie où il s'est déjà infiltré, voire dans la péninsule Arabique, notamment en Arabie Saoudite où il s'appuierait sur une population et des religieux wahhabites radicaux qui lui sont favorables, provoquant un développement d'attentats et de troubles déstabilisant la monarchie saoudienne. La sécurité

d'Israël, entouré de territoires sous contrôle de Daech, serait gravement menacée. Dans les pays occidentaux, les attentats de « loups solitaires », mais connectés, ou manipulés par les réseaux de l'EI qui reprendraient ceux d'Al-Qaïda, se multiplieraient, accélérant la montée des partis populistes hostiles aux immigrés, et créant un climat d'islamophobie débouchant sur des violences entre les musulmans et le reste de la population.

Un scénario n° 3, gris, est plus probable, avec diverses variantes : arrêt de l'expansion de la zone sous influence de Daech, voire reconquête progressive d'une partie du territoire qu'il contrôle ; destruction de l'essentiel de son équipement lourd, hostilité de plus en plus forte de la population mettant en difficulté le mouvement ; basculement de certaines tribus irakiennes se ralliant au pouvoir à Bagdad ; ralentissement, voire arrêt, du recrutement de combattants étrangers ; persistance d'actions terroristes aussi bien en zone chiite irakienne qu'en Syrie ; dans les pays occidentaux, persistance de risques d'attentats, déjoués pour la plupart et plus rares grâce aux mesures contraignantes décidées malgré des opinions réticentes et permettant d'identifier et de démanteler les filières terroristes.

Beaucoup d'incertitudes

En fait, beaucoup dépendra des conditions dans lesquelles les orientations décidées seront effectivement mises en œuvre par les pays de la coalition. À cet égard, plusieurs points doivent être soulignés.

Seule une action déterminée des pays de la région permettra l'affaiblissement, et à terme la disparition, de Daech. Ceci suppose d'abord la mise en place de gouvernements « inclusifs » tant à Bagdad qu'à Damas, et la reconstruction des structures politiques et administratives de ces deux « États faillis » que sont la Syrie et l'Irak.

De même, il faut que les pays influents de la région jouent le jeu, et considèrent que cet « État islamique » à l'ambition démesurée est une menace majeure pour leur sécurité et leur stabilité. Sa destruction devrait être un objectif prioritaire l'emportant sur leurs autres préoccupations, aussi justifiées soient-elles. Pour la Turquie, cela signifie : une politique plus ouverte à l'égard de la question kurde ; un contrôle renforcé de ses frontières pour éviter le passage de combattants étrangers ; un arrêt des différents trafics qui se font dans les zones frontalières ; une mise à la disposition de la coalition de ses bases militaires à proximité de l'Irak et de la Syrie, notamment de celle d'Inçirlik indispensable pour une bonne efficacité des frappes aériennes ; un engagement de ses troupes sur le territoire syrien.

L'Arabie Saoudite et les pays du Golfe les plus impliqués (Koweït, Abou Dhabi) devraient confirmer l'engagement de leurs autorités à contrôler effectivement les flux financiers suspects et, à l'inverse, à contribuer positivement et financièrement au ralliement

des sunnites irakiens au pouvoir à Bagdad, à entamer un rapprochement avec l'Irak et à dialoguer sur les sujets d'intérêt commun comme sur ceux qui fâchent. Contrôlant de nombreuses chaînes de télévision, notamment religieuses, il leur incomberait de développer la campagne qu'ils ont entamée sur le thème : « Les combattants sont des terroristes, ennemis de l'Islam ».

L'Irak est devenu un acteur incontournable dont la main est à l'évidence renforcée par les évolutions récentes en Irak. S'agissant de la menace que représente Daech, il est clair qu'un intérêt commun existe à combattre ce mouvement terroriste. D'ores et déjà, Téhéran apporte à Bagdad un appui important dans le domaine du renseignement comme dans la mobilisation des volontaires chiïtes, qu'il équipe et entraîne, sans toutefois engager des troupes au sol ou effectuer des frappes aériennes. Mais l'Irak, dont l'influence sur la vie politique en Irak est forte, se doit de convaincre les partis et le gouvernement irakiens de s'ouvrir davantage aux préoccupations de la communauté sunnite, et d'inciter les milices qu'il équipe et finance de la nécessité de cette ouverture, dans leur propre intérêt. Il n'en demeure pas moins qu'existent à Téhéran de fortes tensions entre les différents clans, et que l'autorité du président Rohani, conscient de ces enjeux, a tendance à s'effriter. Tout ce qui peut contribuer à renforcer ce dernier doit être fait. Telle est actuellement la politique des États-Unis, qui *de facto* ont des contacts étroits avec l'équipe du président iranien, et coordonnent leur action sur le terrain avec elle. Semblable démarche serait vivement souhaitable du côté français. L'Irak peut jouer également un rôle sur le terrain syrien, compte tenu de l'appui très significatif que le Hezbollah a apporté à Bachar Al-Assad.

Quant à la Syrie, si le régime s'est plutôt renforcé depuis un an au détriment de l'opposition modérée, il a perdu des parties importantes de territoire, notamment dans la vallée de l'Euphrate, au profit de Daech. Son ambiguïté à l'égard de ce mouvement subsiste, même s'il se déclare prêt à lutter contre son influence et s'il a procédé à des bombardements de ses positions depuis l'été 2014. On remarquera que le régime de Bachar Al-Assad ne fait pas obstacle aux raids américains en territoire syrien, malgré des protestations officielles, à vrai dire plutôt formelles. La Russie, très inquiète du développement du nombre de combattants « frères » de ceux qu'elle combat en Tchétchénie, mais surtout au Daghestan, peut jouer un rôle important de persuasion auprès du président syrien. Moscou dispose d'un atout majeur : les livraisons d'équipements militaires et de munitions – elle a encore livré en août 2014 10 *Sukhoï* à l'armée de l'air syrienne.

En fait, les puissances extérieures ne sauraient apporter qu'un appui à des actions relevant essentiellement des pays de la région, étant entendu que cet aide doit être conditionnelle, subordonnée à la mise en œuvre de mesures allant dans le sens défini à la conférence de Paris.

Les pays occidentaux participent déjà à plusieurs formes d'action. Les États-Unis supportent l'essentiel des frappes aériennes massives contenant Daech, et qui ont permis que Kobané ne tombe pas. À travers leurs forces spéciales, ils contribuent à la formation de l'armée irakienne, avec l'espoir que dans les combats futurs elle montre de véritables capacités d'offensive. Un nombre pour l'heure limité d'autres pays occidentaux participe à ces frappes et aux actions de formation. Ils peuvent apporter une aide significative dans d'autres domaines – en matière de renseignement, de livraison d'équipements militaires, d'aide humanitaire. Encore faut-il s'assurer que de telles livraisons tombent entre de bonnes mains : la corruption généralisée qui règne sur le terrain appelle à la vigilance. Un dialogue avec Téhéran devrait permettre la participation effective des élites sunnites au gouvernement irakien. En revanche, les pays occidentaux marquent un embarras évident à trouver des actions efficaces contre la présence de Daech en Syrie, le dialogue avec le régime de Bachar Al-Assad étant pour l'instant rompu. On notera cependant un début de contacts « techniques » discrets, aussi bien de la part des États-Unis que de l'Allemagne, voire de la France. Mais ils sont pour l'instant restés sans lendemain.

Dans la relation avec la Syrie, la Russie peut également jouer un rôle significatif. Elle a les moyens de persuader le président syrien de procéder à une ouverture politique, voire de céder à terme sa place. Des contacts officieux montrent que les Russes ne sont pas spécialement attachés à la personne de Bachar Al-Assad, qu'ils n'épargnent pas de leurs critiques. Ils sont en revanche soucieux de ce que le « jour d'après » le chaos ne soit pire qu'il ne l'est aujourd'hui. Des relations plus confiantes entre Occidentaux et Russes sont nécessaires – même si le dossier ukrainien les a fortement dégradées, compliquant par contrecoup le dialogue sur la Syrie.

Ainsi, comme on peut le constater, de nombreuses interrogations subsistent, à commencer par celle qui concerne tous les membres de la coalition : qui va fournir des troupes au sol ? Certes les Kurdes comme les chiites irakiens affirment une réelle détermination ou efficacité à défendre leur territoire, comme le montrent les batailles de Samarra ou Kobané. Mais ils se gardent de mener le combat en zone sunnite. Les autres membres, arabes ou occidentaux, ont exclu tout envoi de troupes, à l'exception sans doute de quelques éléments de forces spéciales.

La réponse à ces interrogations est d'autant plus difficile à donner que la plupart des membres de la coalition sont tiraillés entre des objectifs différents voire contradictoires. Comment peut-on affaiblir Daech sans renforcer Bachar Al-Assad ? Est-il possible de soutenir les Kurdes, politiquement et militairement, sans accélérer la marche vers l'indépendance des Kurdes irakiens, accroître le risque d'implosion de la Syrie ou menacer la sécurité de la Turquie ? N'existe-t-il pas le risque, en confortant le pouvoir à Bagdad, de renforcer en même temps l'influence de l'Iran sur l'Irak ? En

demandant à la Russie sa coopération, n'est-il pas inévitable qu'elle accroisse son influence au Moyen-Orient ? Tels sont, entre autres, les dilemmes auxquels la coalition doit faire face.

Conclusion

La fragmentation du Moyen-Orient, déjà en marche depuis plusieurs années, risque de conduire à une véritable implosion de cette zone stratégique, un certain nombre de pays éclatant en territoires à l'indépendance autoproclamée, plus ou moins viables, créés sur des bases ethniques ou religieuses, et dirigés par des potentats locaux ou des seigneurs de guerre. On voit ce processus à l'œuvre aussi bien en Irak qu'en Syrie, au Liban ou au Yémen. Une telle évolution n'est dans l'intérêt d'aucun pays de la région, d'aucun pays extérieur. De telles enclaves seraient des viviers de combattants djihadistes, qui risqueraient de porter leur combat ailleurs. Pour l'heure, les pays du Golfe sont préservés. Pour combien de temps encore ?

Dans ce contexte, une politique placée sous le seul signe de l'émotion paraît vouée à l'échec. Chaque acteur doit évaluer ses véritables intérêts, et agir en conséquence. Ceci suppose sans doute un dialogue entre des pays ou des régimes qui se sont diabolisés réciproquement, parfois de façon systématique.

Il ne faut ni surestimer sa capacité de nuisance, ni « héroïser » Daech en refaisant les erreurs commises par l'administration Bush face au danger d'Al-Qaïda, dont le chef avait gagné le titre envié de principal ennemi de l'Amérique. Il est clair que le combat se fait de plus en plus sur internet et les réseaux sociaux, et que les pays menacés par l'EI doivent également livrer bataille sur ce nouveau front de guerre.

Enfin, s'il est encore trop tôt pour évaluer toutes les conséquences géopolitiques de la situation actuelle, il est probable que l'on s'achemine vers une nouvelle carte des acteurs régionaux, et un déclin d'une influence occidentale qui prévalait largement jusqu'à maintenant. La menace sur la sécurité, comme sur les approvisionnements énergétiques, risque de perdurer.

Le Moyen-Orient change : rien n'y sera plus comme avant...